

Modèle et référence de développement

A l'occasion de la fête nationale d'indépendance de la Tunisie, célébrée le 20 mars, la rédaction de l'Authentique vous propose les grandes lignes qui ont marqué l'extraordinaire bouleversement du plus méditerranéen des pays du Maghreb Arabe.

La Tunisie est bien connue des Mauritanais, qui n'oublieront jamais, que c'est ce pays-là qui les avait soutenus à une période de l'Histoire, où la majeure partie des autres pays du Continent lui avaient refusé le droit élémentaire à l'existence. Grâce au rapprochement et à la connivence, très tôt noués au niveau des deux chefs d'État, Oulâ Taya et Ben Ali, la similitude dans la manière de gouverner rejoint l'impérieuse nécessité d'approfondir les liens d'amitié et de coopération. Les relations entre la Mauritanie et la Tunisie n'ont jamais été aussi fructueuses. Elles épousent le contour de tous les secteurs de la vie socio-économique et politique. Une forte communauté estudiantine tunisienne est inscrite dans les facultés et instituts mauritaniens, une passerelle aérienne régulière est jetée entre Tunis et Nouakchott, une commissaire paritaire fait périodiquement le point sur les projets communs et les investisseurs tunisiens sont de plus en plus actifs dans l'économie mauritanienne. Au niveau maghrébin et international, les deux pays partagent une même convergence de vue sur les grands dossiers de l'heure. Il faut dire par ailleurs que le modèle tunisien devient une référence et c'est de partout que les experts affluent pour s'en imprégner. Un modèle qui a produit un pays riche aux performances économiques proches de celles des pays du Triangle d'Or et qui peut inspirer le modèle mauritanien. Un mélange de raffinement technologique et de résurgences d'un passé exotique qui fait de la Tunisie l'une des destinations les plus prisées par les Tours Opérateurs et l'un des points de chute le plus convoité par les investisseurs étrangers. Grâce à une politique sociale qui s'est exprimée à travers des initiatives telles que le compte 21/21 pour l'habitat social en zones déshéritées, la lutte contre la pauvreté et les disparités a été inscrite dans la priorité du gouvernement tunisien. La diplomatie tunisienne joue aussi un rôle prépondérant dans la diffusion de cette bonne image, à l'instar des bonnes dispositions déployées en Mauritanie par le personnel de l'Ambassade tunisienne et à leur tête Son Excellence Aly Ben Haj. Un succinct retour à l'histoire nous permet ainsi de savoir que la Tunisie a été d'abord peuplée de berbères, avant d'être envahie par les Phéniciens qui y fondèrent Carthage, cette mythique cité que les Romains raseront par la suite avant de la livrer aux vandales et aux byzantins, puis aux Arabes. La Tunisie est ainsi un État séculier dont les racines remontent à la nuit des temps. Sa beauté, jetée sur le bleu azuré de la Méditerranée a nourri routes les convoitises, des Omeyyades aux Abbassides, en passant par les Fatimides en 1051, les Hilaliens et les Hafsidés. Libre, la Tunisie retrouva son indépendance entre 1228 et 1574. A la fin du

16ème siècle, la conquête Ottomane fit de la Tunisie une des principales bases des pirates barbaresques. En 1881 et 1883, par le Traité de Bardo et la Convention de La Marsa, la France établit son protectorat. L'opposition nationalistes se manifesta rapidement, aboutissant aux troubles de 1911, la création du Destour en 1920 et du Néo-Destour en 1934. L'occupation italo-allemande de 1942-1943 entraîna le développement et la radicalisation de la résistance. Des actions de guérilla entreprises dès 1952 conduisirent Pierre Mendès France à accorder au pays l'autonomie interne en 1954, puis l'indépendance le 20 mars 1956. Dès 1957, l'Assemblée constituante abolit la monarchie des beys et confia la direction du pays au chef du Néo-Destour, Habib Bourguiba qui concentra peu à peu tous les pouvoirs, éliminant les oppositions en 1963, faisant du parti socialiste destourien le parti unique dès 1964. De 1960 à 1969, les options "progressistes" dominèrent la politique économique avec notamment la collectivisation des terres. La politique sociale mit l'accent sur la scolarisation, allouant à l'éducation le quart du budget national, ainsi que la promotion féminine. Membre de la Ligue Arabe depuis 1958, la Tunisie a toujours adopté une politique modérée entre l'orient et l'Occident. En 1969, le libéralisme remplaça les options "socialistes" pour tenter d'assurer une croissance plus rapide de l'économie; après un projet avorté de fusion avec la Libye en 1974, la Tunisie se rapprocha de la France et des États-Unis. Par ailleurs, en 1977 et 1978, des grèves et des manifestations furent sévèrement réprimées. Le multipartisme fut officiellement instauré en 1983. Mais, en 1984, les difficultés économiques provoquèrent de sanglantes émeutes et l'opposition, jugeant cette démocratisation fallacieuse, boycotta la consultation électorale de novembre 1986. En 1987, le général Zeine El Abidine Ben Ali, ministre de l'intérieur devenu Premier ministre à la faveur de troubles provoqués par les islamistes, déposa Habib Bourguiba, puis entreprit de débarrasser le régime de ses archaïsmes. Candidat unique, Ben Ali fut élu président de la République en 1989 pour la première fois. Depuis lors il préside aux destinées de la Tunisie, par le biais de son parti, le Rassemblement constitutionnel socialiste destourien qui domine la vie politique. Avec lui, la Tunisie regarde avec sérénité l'avenir, tel le Sphinx géant dardant son regard par-delà les rives de la Méditerranée, vers cette Europe à qui la lie des amours tumultueux, mais aussi vers l'arrière continent, ce morceau du Maghreb qui attend encore son sauveur, ce riche et verdoyant continent noir aux trésors encore cachés.